

SALARIÉS DU PUBLIC ET DU PRIVÉ : MÊMES ATTAQUES, MÊME COMBAT

L'inflation repart à la hausse en ce mois de février, à 3 % sur un an, 3,6 % pour l'alimentaire. C'est la hausse de l'électricité à la suite du rétablissement des taxes sur l'énergie qui tire le reste des prix vers le haut. La presse salue quand même un ralentissement global par rapport à il y a un an. Mais le ralentissement d'une hausse, ça reste une hausse! Le 19 mars la fonction publique était appelée à se mettre en grève pour revendiquer des hausses de salaire, car c'est bien lorsque ces grèves existent, et elles sont toujours nombreuses notamment dans le privé, que les salaires parviennent à suivre le rythme de l'inflation.

LES SALAIRES, MAIS PAS SEULEMENT

Pour les salariés de la fonction publique qui n'ont eu que 25 euros brut d'augmentation en janvier 2024, la question des salaires est prégnante comme pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs. À cette journée pourrait aussi s'inviter la question de la dégradation de leurs conditions de travail en raison des baisses continues des budgets depuis quelques années. L'annonce par Bruno Le Maire, le 22 février dernier, de 10 milliards d'économies, essentiellement sur les services essentiels aux besoins de la population comme les transports, la santé ou l'éducation, en est l'exemple le plus récent.

DANS LE 93 ET AILLEURS, LE PERSONNEL DE L'ÉDUCATION ET LES PARENTS DONNENT LE TON

En Seine-Saint-Denis, comme dans bien des quartiers populaires, il n'a pas fallu attendre les économies annoncées par Bruno Le Maire pour subir le délabrement dans les transports, l'éducation, la santé... Ni pour riposter.

Les profs et le personnel gréviste se rencontrent et organisent des réunions d'information auprès des parents d'élèves, qui les rejoignent dans la bataille en n'envoyant pas leurs enfants à l'école lors de journées « école morte ».

CHOC DE LA LUTTE CONTRE LE « CHOC DES SAVOIRS »

C'est l'annonce de la réforme dite du « choc des savoirs » qui a mis le feu aux poudres, notamment auprès du personnel des collèges – premier concerné par sa mise en œuvre – et auprès des parents.

À travers cette réforme, le gouvernement accentue la politique de tri social à l'école. Cela ne lui suffisait pas d'interdire l'accès aux études supérieures à une partie des enfants des travailleurs avec la mise en place de Parcoursup, aujourd'hui il limite leur accès au lycée. L'obtention du brevet sera rendue obligatoire pour y entrer – en lycée général comme en lycée professionnel – et Gabriel Attal a prévenu : « *Le taux de réussite cette année va baisser de manière importante.* » La mise en place de fait de « groupes de niveau » au collège, soi-disant prévus pour répondre aux besoins particuliers de chacun, aura pour conséquence d'ostraciser des élèves en difficulté, majoritairement issus des milieux populaires, qui seront prédéterminés à ne pas aller au lycée.

Avec moins d'élèves en lycée, le budget de l'Éducation nationale pourra continuer à être raboté. Les élèves recalés, quant à eux, n'auront d'autres choix que d'aller en apprentissage ou d'attendre, pour rejoindre ensuite les rangs des futurs travailleurs peu qualifiés, les plus mal payés.

Cette grève a déjà commencé à essaimer dans d'autres départements et même hors de l'Île-de-France, comme dans le Rhône. Elle pourrait entraîner celles et ceux qui refusent que leurs enfants voient leur avenir encore plus obstrué. Mais pour cela, il faudra que parents, enseignants et personnel construisent une mobilisation de l'ensemble du secteur, capable de donner un coup de pied dans la fourmilière et de stopper la saignée malgré l'absence de la part des directions syndicales nationales d'une telle perspective.

La journée de grève du 19 mars pourrait être un point de départ et donner confiance à bien d'autres salariés, du public comme du privé, pour suivre le chemin de la lutte.

LES BONNES PRATIQUES DE FRAUDE AUX BPF

Encore les mêmes pannes qui resurgissent cycliquement comme une journée sans fin. Les monte-charges sont tous en panne, sauf celui des déchets, qui est donc utilisé pour tous les flux, propres ou sales. Or, du propre sur du sale ça fait... Du sale ! Mais au diable les BPF, il faut produire, quitte d'ailleurs à ce que ça termine parfois à la poubelle.

CONTRE L'EUROPE FORTERESSE, À BAS LES FRONTIÈRES : MEETING DU NPA SAMEDI 23/03 !

Le samedi 23 mars, à l'initiative de l'organisation révolutionnaire italienne Lotta Comunista et du NPA et son journal « Révolutionnaires », aura lieu à 17 heures, au théâtre de la République (1, Bd Saint-Martin à Paris, métro République), un meeting internationaliste sous le signe de l'unité de classe contre la politique migratoire de « l'Europe forteresse ». Nous y dénoncerons la politique raciste des principales puissances européennes et de l'UE et lui opposerons une Europe des travailleurs et des travailleuses, sans patries ni frontières !

GAZA : L'AGENCE DE L'ONU POUR LES RÉFUGIÉS ACCUSE ISRAËL DE TORTURE

Le 27 janvier dernier, 13 pays, États-Unis en tête, ont suspendu leur financement de l'Agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), reprenant les accusations d'Israël selon lesquelles 12 (sur 30 000) de ses employés auraient participé à l'attaque du Hamas le 7 octobre contre Israël. Mais, selon l'UNRWA, qui s'appuie sur des témoignages de Palestiniens détenus par les Israéliens racontant les mauvais traitements subis, certains des aveux lorsqu'ils étaient interrogés sur cette affaire auraient été fait sous la torture. Voilà qui en dit long sur les méthodes d'Israël et la solidité de ses preuves.

MORT AU TRAVAIL DANS UNE USINE STELLANTIS EN ITALIE

Le 22 février, un technicien de maintenance de 52 ans est mort écrasé par une machine dans l'usine de moteurs de Stellantis, à proximité de Naples. Les syndicats ont immédiatement appelé à cesser le travail. L'accident est intervenu peu après le décès de cinq ouvriers du BTP, dont quatre immigrés, sur le chantier d'un centre commercial à Florence. La veille, le 21 février, des débrayages et des manifestations avaient été organisés dans toute l'Italie pour dénoncer le carnage des morts et blessés au travail. Contre la course au profit, seul le contrôle des travailleurs sur la production sauvera des vies.

MACRON « HONORE » LA RICHESSE

Macron a décoré de la grand-croix de la Légion d'honneur Bernard Arnault, patron de LVMH et propriétaire de plusieurs titres de presse. Pour le féliciter et lui cirer les chaussures étaient présents, entre autres, Elon Musk, Vincent Bolloré, Bruno Le Maire, Gérald Darmanin, ... bref, une belle brochette d'exploiteurs et de politiciens à leur service. Il est vrai qu'avec 230 milliards de dollars de patrimoine, Bernard Arnault est l'homme le plus riche du monde : ça vaut bien une médaille !

LES MILLIARDAIRES AIMENT LA LIBERTÉ DE (RACHETER) LA PRESSE

CMA CGM, propriété du milliardaire Rodolphe Saadé, va racheter Altice Media à Patrick Drahi pour la bagatelle de 1,5 milliard d'euros. Ce groupe comprend, entre autres, BFMTV et RMC. CMA CGM compte plus de 150 000 salariés à travers le monde et a réalisé 42 milliards d'euros de bénéfices en deux ans. Avec Bouygues (groupe TF1), Arnault (groupe Les Échos-Le Parisien), Bolloré (Prisma média, Canal+, Lagardère) et quelques autres, Saadé entre dans la cour des capitalistes qui se paient une influence politique via les médias.

**SANS PATRIE
NI FRONTIÈRES !**

23 MARS - 17H

THÉÂTRE LE RÉPUBLIQUE
1 BD SAINT-MARTIN, PARIS
(MÉTRO RÉPUBLIQUE)

UNITÉ DE CLASSE CONTRE LA POLITIQUE
MIGRATOIRE DE « L'EUROPE FORTERESSE »

MEETING

nouveaupartianticapitaliste.fr
éditionanticapitaliste.com
lotta comunista
NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE